

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 12 JUIN 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 17		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	1
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/265		
23CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA COMMUNE DE TOULON - TRAVAUX DE CREATION ET DE MISE AUX NORMES DE JEUX D'ENFANTS - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/265

BUREAU DU 12 JUIN 2023

**O B J E T : 23CONV04 - CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA
COMMUNE DE TOULON - TRAVAUX DE CREATION ET
DE MISE AUX NORMES DE JEUX D'ENFANTS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article L 2113-6 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé à la présente,

CONSIDERANT que les travaux de création et de mise aux normes sont à réaliser sur le territoire de Toulon relevant à la fois de compétences communales et métropolitaines,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'avoir une ligne esthétique qui s'intègre à l'ensemble du territoire communal et métropolitain toulonnais,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de constituer un groupement de commandes afin de rationaliser les coûts,

CONSIDERANT que les membres souhaitant adhérer à ce groupement sont la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon/Le Revest), cette dernière étant coordonnateur du groupement,

CONSIDERANT que le groupement de commandes donnera lieu à un Accord-Cadre à Bons de Commande conclu pour une durée de 1 an, reconductible 3 fois,

CONSIDERANT que les masses sont réparties entre la Ville de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon / Le Revest) de la façon suivante :

- Ville de Toulon :

Masse minimum annuelle : 100 000 € HT,
Masse maximum annuelle : 400 000 € HT,

- Métropole TPM (Antenne Toulon / Le Revest) :

Masse minimum annuelle : 50 000 € HT,
Masse maximum annuelle : 200 000 € HT,

CONSIDERANT que le total estimatif du marché est 336 364, 80 euros TTC réparti comme suit :

- 93 434, 67 € HT soit 112 121, 60 € TTC pour la Métropole TPM,
- 186 869, 33 € HT soit 224 243, 19 € TTC pour la commune de Toulon,

CONSIDERANT que chaque membre du groupement gère, à la notification du marché, l'exécution intégrale de son marché,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ADHERER au groupement de commande relatif aux travaux de création et de mise aux normes de jeux d'enfants pour la commune de Toulon et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne Toulon / Le Revest).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de groupement de commandes entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la Ville de Toulon.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 juin 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0





LA NOUVELLE SIGNATURE DE TOULON

**23CONV04 -CONVENTION POUR LA CONSTITUTION
D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L2113-6 DU CODE
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

**MARCHE DE TRAVAUX DE CREATION ET DE
MISE AUX NORMES DE JEUX D'ENFANTS
POUR LA COMMUNE DE TOULON ET LA
METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE (ANTENNE TOULON/LE
REVEST)**

SOMMAIRE

1 – OBJET DE LA CONVENTION	3
2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT	4
3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	4
4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT	5
5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT	5
6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT	6
7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS	6
8 – DUREE DU GROUPEMENT	6
9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	6
10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION.....	6
11 – LITIGES.....	7

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Commune de Toulon, représenté par Monsieur Robert CAVANNA, Adjoint délégué aux Marchés et Contrats Publics, agissant par délibération n°..... en date du déposée à la Préfecture du Var le et par arrêté de délégation reçu du Maire,

Et

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », représentée par Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président, agissant par décision du Bureau métropolitain n° en date du, déposée à la Préfecture du Var le,

Ci-après désignée T.P.M.

PREAMBULE

Les pouvoirs adjudicateurs ont décidé par la présente convention de constituer un groupement de commandes régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique concernant les Travaux de créations ou de rénovations des aires de jeux d'enfants la Commune de TOULON et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne TOULON/LE REVEST).

Le groupement est rendu nécessaire par le fait que ces travaux de créations ou de rénovations des aires de jeux d'enfants s'exécutent sur des espaces relevant à la fois de la compétence de la Métropole et de la Commune. La solution du groupement simplifie la mise en place, la gestion et le suivi des travaux de créations ou de rénovations des aires de jeux d'enfants.

Un même prestataire permet d'avoir une ligne esthétique et harmonieuse qui s'intègre aux différents styles d'architectures de l'ensemble du territoire communal et métropolitain toulonnais.

De plus, le recours à deux marchés distincts entraînerait un surcoût financier important.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique de constituer un groupement de commandes entre les personnes visées ci-dessus et de définir ses modalités de fonctionnement.

La présente convention et le principe du groupement de commandes ont été adoptés par délibérations visées ci-dessus et jointes en annexes à la présente convention.

Ce groupement de commande donnera lieu, pour l'ensemble des membres, à un marché de Travaux de créations ou de rénovations des aires de jeux d'enfants pour la Commune de TOULON et la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Antenne TOULON/LE REVEST) passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° (AO ouvert) et R. 2161-2 à R. 2161-5 (ACC) du Code de la commande publique.

Concernant la Ville de TOULON :

Les travaux seront réalisés dans :

- les écoles,
- les établissements de la petite enfance, ils seront réalisés au mois d'août et lors de la dernière semaine de décembre.
- les centres aérés, ils seront réalisés hors la journée du mercredi et hors vacances scolaires.
- les jardins et espaces publics de la Ville

Concernant la Métropole (Antenne TOULON/LE REVEST) :

Les travaux seront réalisés dans :

- les espaces publics métropolitains

Ce marché sera conclu pour une durée de 1 an reconductible 3 fois.

Les masses annuelles sont réparties entre la Métropole TPM (Antenne TOULON/LE REVEST) et la Commune de la façon suivante :

-Métropole TPM (Antenne TOULON/LE REVEST) :

Masse minimum annuelle : 50 000 € HT

Masse maximum annuelle : 200 000 € HT

-Commune de Toulon :

Masse minimum annuelle : 100 000 € HT

Masse maximum annuelle : 400 000€ HT

Pour le groupement, le total estimatif pour la durée du marché est : 336 364,80 € TTC, réparti comme suit :

- 93 434.67 € HT soit 112 121.60 € TTC pour la Métropole TPM
- 186 869.33 € HT soit 224 243.19 € TTC pour la commune de TOULON

2 – MODALITES D'ADHESION ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

L'adhésion au groupement de commande est subordonnée :

- à l'adoption d'une délibération de l'assemblée délibérante approuvant le principe du groupement de commandes et le présent acte constitutif ;
- à la signature de la présente convention ;
- au respect de l'ensemble de ses dispositions.

Toute nouvelle adhésion est, en outre, soumise à l'approbation de l'ensemble des membres du groupement, à la signature d'un avenant à la présente convention et au respect de l'ensemble de ses dispositions éventuellement modifiées par l'avenant.

Une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Si l'un des membres souhaite quitter le groupement, les autres membres statueront sur l'opportunité de maintenir ce groupement.

La disparition du groupement constitue l'un des cas de résiliation de la présente convention.

Si le maintien du groupement est décidé, un avenant à la présente convention devra être établi.

Dans ces conditions, une délibération modifiant la composition du groupement devra être prise par chacun des membres du groupement.

Toute modification du présent acte doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

3 – DESIGNATION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Les membres du groupement désignent en qualité de coordonnateur :

- la Métropole Toulon Provence Méditerranée (M.T.P.M).

En cas de changement de coordonnateur, les membres du groupement devront établir un avenant pour substituer le nouveau coordonnateur à l'ancien.

Dans ces conditions, une délibération devra être prise par le nouveau coordonnateur du groupement et par chaque membre du groupement.

4 – MISSION DU COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-7 du Code de la commande publique, le coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par ledit Code, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, de signer et notifier le marché.

Il est notamment chargé de :

- Transmettre au contrôle de légalité et notifier la présente convention signée aux autres membres du groupement ;
- Recueillir et synthétiser les besoins des adhérents ;
- Élaborer le dossier de consultation des entreprises en ses pièces techniques, financières et administratives en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Procéder aux opérations de mise en concurrence ;
- Répondre aux questions des candidats ;
- Rédiger le rapport d'analyse des offres en collaboration avec la commune de Toulon ;
- Organiser la Commission d'Appel d'Offres ;
- Informer les candidats non retenus ;
- Faire paraître les avis d'attribution ;
- Signer le marché au nom des membres du groupement et le transmettre au contrôle de légalité ;
- Notifier le marché au nom des membres du groupement ;
- Représenter le groupement en cas de contentieux lié à la procédure de passation du marché.

Chaque membre exécutera le marché concerné pour ses propres besoins selon les modalités visées à l'article 6 infra

5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement décident que la Commission d'Appel d'Offres du groupement est celle du coordonnateur.

6 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement a l'obligation de définir, préalablement au lancement des procédures, ses besoins propres : nature et étendue des besoins à satisfaire.

Chaque membre du groupement s'engage à assurer ses besoins propres, tels que figurant dans le cahier des charges et définis à l'article 1er de la présente convention.

L'exécution du marché sera réalisée selon les modalités suivantes :

- exécution budgétaire par chaque membre du groupement de commandes (passation des bons de commandes, réception et paiement des factures, ...)
- exécution technique et opérationnelle également par chaque membre du groupement de commandes (envoi des ordres de services le cas échéant, passation des bons de commandes, gestion des livraisons/livrables)
- exécution juridique et administrative par chaque membre du groupement de commandes (reconduction, révision, application de pénalités, obtention des attestations fiscales et sociales, mesures coercitives, ...).

7 – FINANCEMENT – INDEMNISATION DES FRAIS

Les fonctions de coordonnateur ne donnent pas lieu à indemnisation.

Les coûts de procédure relatifs à la publicité (avis de consultation + avis d'attribution) sont à la charge du coordonnateur.

8 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué à compter de la date d'effet de la présente convention.

Le groupement est constitué pour la durée de l'accord-cadre.

Le groupement peut, également, prendre fin de manière anticipée, par l'un des cas de résiliation de la présente convention, ou par avenant.

La résiliation ou la non reconduction du marché entraîne la résiliation de la présente convention.

9 - CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Chaque membre du groupement se réserve le droit d'effectuer à tout moment les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires.

Le coordonnateur devra donc laisser libre accès à tous les dossiers concernant l'opération.

Chaque membre du groupement peut demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces et documents relatives au marché.

10 - MESURES COERCITIVES - RESILIATION

Si le coordonnateur est défaillant ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, chaque membre du groupement peut résilier la présente convention ou procéder au remplacement du coordonnateur dans les conditions fixées à l'article 3 de la présente convention.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le coordonnateur. Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal qui précise en outre les mesures conservatoires que le coordonnateur doit prendre pour assurer la conservation et la sécurité des prestations exécutées. Il indique enfin le délai dans lequel le coordonnateur doit remettre l'ensemble des dossiers aux membres du groupement.

11 – LITIGES

A défaut d'accord amiable entre les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de TOULON.

Fait à Toulon, le

Pour la Commune de Toulon, L'Adjoint au Maire, Robert CAVANNA	Pour la Métropole TPM Le Président Jean-Pierre GIRAN
---	--

